

L'Anarcho-syndicaliste

N°244 – Le numéro : 4 € ttc

juin 2026

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même ... » Fernand Pelloutier – Lettre aux Anarchistes.

Radio Paris ment ! Toujours d'actualité.

Le congrès confédéral de la CGT force ouvrière est terminé et la fumée des cierges est éteinte. La nouvelle commission exécutive est élue ou plutôt désignée! Nous n'attendions rien de ce congrès, un seul candidat postulait au poste de Secrétaire Général, Frédéric Souillot. Tout était donc verrouillé, tout le monde "au pas". En effet, cette candidature unique confirme l'union des métaux et des trotskistes, les deux «extrêmes» qui restent seuls ou quasiment, à la tête de la confédération FO. La neutralisation de FO faite par ceux-ci est évidente quand on voit nombre des élus provenant de ces deux «crémeries»; ne parlons pas du Bureau ! Le Secrétaire Général de FO est inaudible, silence radio sur toutes les ondes! Cela évite de prendre une orientation claire qui créerait des tensions entre ces deux courants, les responsables "syndicaux" chefs qui sont à la tête de la confédération organisent leur petit jeu tant au niveau des finances qu'au niveau des postes à responsabilité dans l'organisation et jouent le rôle pour lequel ils se sont mis à ces postes: d'une part, collaboration évidente avec le patronat et le gouvernement et d'autre part prétendue résistance, mais qui ne s'organise absolument pas au sein de l'organisation syndicale. Il y a bien un petit groupe, tout petit, de militants qui se

revendiquent de la Charte d'Amiens, mais insignifiant car sans prise de positions réelles contre les positions de la confédération.

Nous avons pu constater l'entrave violente faite contre les camarades territoriaux de Bourgogne-Franche-Comté, de Marseille et de Martinique qui s'est traduite par une mise à l'écart du congrès la première journée, puis une entrave violente à la liberté d'expression du camarade Frédéric Vuillaume par le service d'ordre de la confédération et son expulsion de la tribune du congrès. Il est vrai que Frédéric n'y va pas de main morte mais, que cela plaise ou non, c'est ça la vie de FO, du syndicalisme libre et indépendant, c'est ce que la direction de la confédération détruit: la liberté d'expression, la liberté de dire à la tribune ce pourquoi l'on est mandaté par son syndicat, que cela plaise ou pas. Nous avons connu des congrès «virulents» et à cette époque l'organisation était solide et en pleine expansion. Cette violence du service d'ordre de la confédération est inadmissible et n'a d'équivalence que la violence du secrétaire général de la confédération et de ses sbires qui nettoient toute opposition syndicale et font le ménage pour transformer la confédération en une organisation de type mafieux. FO est très malade, beaucoup de camarades craignent une fin proche, sa disparition.

Le détournement de fonds mis sur la place publique par la Cour des Comptes dans son rapport de 2023 doit être rappelé, c'est sur ce grave problème que Pascal Pavageau a voulu mettre en place un audit des comptes de la confédération pour faire le point sur les finances et donc garder la liberté d'action et de parole de FO. Les détournements de fonds de la confédération ont débuté sous JC Mailly et son successeur Pascal Pavageau n'a pas résisté à la contre-attaque organisée par Raguin et Homez et consorts qui l'ont liquidé sur la base d'un fichier certes pas délicat mais qui ne valait pas un «pet de lapin».

Cette opération aboutit aujourd'hui à ce congrès avec un seul candidat, une opposition réduite au silence, un temps de prise de paroles pour les délégués réduit à 4 mn sauf bien sûr pour les «Parrains». Tout cela ne promet pas des lendemains qui chantent ..

Nous ne pouvons pas, dans cet édit, passer sous silence l'état du monde: Nous entrons petit à petit dans un conflit général:

Nous avons d'une part la Russie contre l'Ukraine ou plutôt la Russie contre l'OTAN et d'autre part les USA et Israël contre l'Iran ou plutôt l'Iran, la Russie, la Chine et la Corée du Nord et il y a les USA contre le Venezuela, les USA contre Cuba, les USA contre le Groenland et bien sûr des guerres en Afrique : la France, les USA avec leurs politiques coloniales, contre la Russie, la Chine qui veulent intervenir pour avoir accès aux richesses et mettre la France, les USA et autres dehors .

Il y a beaucoup d'autres conflits qui ont leur lot de victimes également mais, nous ne pouvons pas faire une liste exhaustive.

Marc Hébert



Retour sur le congrès confédéral de Dijon.

Comme depuis plusieurs années nous essayons de participer à tous les congrès confédéraux malgré nos petits moyens pour porter le mandat de notre syndicat de base, pour essayer de faire entendre notre voix au moment des prises de parole et le vote sur le compte rendu du mandat de F.Souillot.

Malheureusement prendre la parole dans ces congrès devient de plus en plus difficile puisque la bureaucratie syndicale essaye de confisquer la parole aux syndicats qui ne sont pas dans la ligne du bureau confédéral comme c'est le cas pour le nôtre.

En 2008, Mailly avait refusé que nous prenions la parole car, nous étions arrivés en retard à ce congrès qui se déroulait à Lille à la suite de la grève des cheminots.

Plusieurs syndicats sont intervenus à ce congrès pour demander qu'on puisse prendre la parole en expliquant que nous avions tout fait pour arriver à l'heure malgré l'annulation de notre train à la suite de la grève de la SNCF.

Malgré cette solidarité des congressistes, la parole nous avait été refusée mais le dernier jour des prises de parole en fin de congrès, je suis monté sur une chaise pour la faire avec l'accord des congressistes.

Pour le congrès de Rouen, le bureau confédéral ne m'a pas laissé finir mon intervention en me coupant le micro car, j'avais dépassé le temps imparti alors que pour d'autres barons du syndicalisme ce dépassement de temps de parole était toléré.

Malgré les huées de certains syndicats des métaux et des menaces verbales, je suis arrivé à porter le mandat de mon syndicat de base en terminant mon intervention.

Concernant celui de Dijon qui a eu lieu récemment, notre mandat qui avait été dans un premier temps validé par le trésorier du congrès confédéral a été bloqué au dernier moment à la suite d'un manque de nombre de timbres par carte, dénoncé par certaines unions départementales, qui en ont même profité pour nous mettre sous tutelle, plus

intéressées par l'argent que le développement du syndicat.

Le premier jour du congrès confédéral, nous étions là très tôt pour ne pas rater l'inscription à la prise de parole sur le mandat de Souillot.

Malheureusement nous avons été refoulés à l'entrée du congrès car, le trésorier de la confédération avait donné consigne qu'on n'entre pas.

Comme nous avons notre fédération qui, quelques jours auparavant nous avait assuré que nous pouvions entrer et prendre la parole ; nous avons été stupéfaits d'apprendre que nous devons attendre la commission des mandats pour pouvoir entrer dans notre congrès confédéral qui devrait être, à la base, le moment démocratique de notre organisation syndicale.

Nous avons donc attendu avec d'autres camarades qui, eux aussi, se sont retrouvés comme nous, interdits d'entrer à la suite de problèmes de mandats bloqués abusivement comme ça a été le cas d'un camarade secrétaire de GD de la Martinique et de nos camarades de Marseille.

Voyant que cette commission des mandats n'était toujours pas mise en place en fin de matinée, nous avons décidé de mettre nos chasubles et dénoncer avec notre porte-voix cet abus de pouvoir aux congressistes qui sortaient ou entraient dans l'enceinte où se tenait ce congrès.

Après quelques minutes Patricia Devron membre du bureau confédéral est arrivée en furie accompagnée de deux personnes chargées de la sécurité du congrès et nous a parlé d'une façon autoritaire en nous menaçant. Voyant que nous étions déterminés, elle est partie.

Après plusieurs appels à notre représentant fédéral pour savoir à quelle heure allait enfin se tenir cette fameuse commission des mandats, nous avons eu enfin gain de cause, contrairement à notre camarade de Martinique et nous avons pu enfin rentrer dans l'enceinte de ce congrès à 18h00.

J'ai donc demandé de m'inscrire immédiatement pour les prises de parole pour le compte rendu de mandat de F.Souillot, malheureusement dans un premier temps ça nous a été refusé car, le délai pour s'inscrire

était dépassé, grâce à notre détermination nous avons pu obtenir cette inscription pour cette prise de parole qui devait passer le dernier jour.

Une fois que nous nous sommes installés à une table dans la salle de ce congrès, nous avons écouté plusieurs prises de parole et à 20h50 alors qu'il restait très peu de congressistes la tribune m'a appelé pour que je vienne prendre la parole.

J'y suis donc monté sur la tribune, devant le pupitre et j'ai donc commencé mon intervention. Au bout de 5 minutes, lorsque je commençais à dire que F.Souillot avait trahi son mandat et piétiné la charte d'Amiens, on m'a demandé de terminer mon intervention alors que pour certains comme le secrétaire de la fédération de la métallurgie son intervention a duré presque 10minutes.

On m'a coupé le micro, j'ai continué malgré tout mon intervention en portant haut et fort ma voix, le micro a été rallumé puis de nouveau coupé mais le peu de congressistes m'entendait malgré tout. Une de mes camarades voyant cet abus de pouvoir a pris l'initiative de courir en direction de la tribune pour m'emmener le porte-voix, que nous avons utilisé la journée devant le congrès, pour pouvoir terminer mon intervention.

À ce moment-là les camarades chargés de la sécurité de ce congrès ont tenté de récupérer le porte-voix mais ma camarade cernée par plusieurs agents de sécurité a pu le passer à notre secrétaire adjoint qui a finalement pu me le donner. À peine je l'ai eu en main, deux personnes m'ont attrapé par derrière et Beugas m'a foncé dessus depuis la tribune du bureau confédéral pour m'enlever violemment le porte-voix de la main, j'ai été poussé en arrière malgré les huées des congressistes présents.

Choqué et voulant respecter mon mandat, j'ai continué malgré tout à continuer mon intervention alors qu'on me faisait dégager de la tribune pour me conduire dehors en me confisquant de force mon porte-voix.

Cette violence utilisée à mon égard pour m'empêcher de prendre la parole a choqué et révolté mes camarades et bon nombre de congressistes.

Dans un premier temps certaines personnes du bureau confédéral ont essayé de m'incriminer en disant que j'ai été violent. Heureusement

une vidéo de cette tentative violente d'éviction de la tribune confédérale a été enregistrée et diffusée montrant qu'à aucun moment je n'ai été violent et cette intervention que Souillot et le bureau confédéral ne voulaient pas entendre a été publiée en intégralité dans un journal.

Lors du deuxième jour de ce congrès, les camarades de Marseille venus en force sont venues avec nous et d'autres syndicats de notre fédération pour interpeller F.Souillot concernant le blocage de leur mandat qui les a empêchés de participer à ce congrès.

Le troisième jour, après ce début de congrès totalement incroyable nous pensions que les tensions allaient s'apaiser, mais malheureusement ça n'a pas été le cas.

Nous avons appris par un journaliste local devant couvrir le déroulement de ce congrès, il avait rendez-vous avec Privat, trésorier de la confédération. Comme Privat n'avait pas le temps de le recevoir dans l'immédiat pour couvrir le déroulement de ce congrès, ce journaliste a demandé de me voir car, quelques jours auparavant nous nous étions mis d'accord pour se voir pour faire mon portrait de militant à l'occasion du premier mai.

À peine le journaliste a prononcé mon nom, que Privat a demandé pourquoi il voulait me voir, il lui a expliqué que c'était pour faire un portrait de moi en tant que militant Force-Ouvrière et secrétaire de mon syndicat de base. À ces mots le trésorier de la confédération lui a dit qu'il ne devait pas faire un article sur moi, que je n'étais pas représentatif de Force-Ouvrière et qu'il ne fallait surtout pas me mettre en lumière. Il a même menacé le journaliste en lui disant que s'il faisait cet article il refuserait de payer les journaux qu'ils avaient commandés à sa rédaction pour l'ensemble des congressistes durant les cinq jours du congrès. Heureusement le journaliste en a informé sa rédaction et n'a pas cédé au chantage du trésorier confédéral et cet article a été publié la veille du 1^{er} mai.

Le jeudi avant dernier jour du congrès, Souillot a commencé sa réponse aux différentes interventions en réglant ses comptes me citant en me dénigrant et en faisant allusion à

l'affaire de la condamnation de l'ancien secrétaire de l'UD du Finistère.

Pour le dernier jour de ce congrès, nous avons été très surpris de voir M. Rebsamen, ancien ministre du Travail ayant mis en place des lois contre les intérêts des salariés et ministre éclairé d'un des gouvernements de Macron prendre la parole à Notre congrès.

Cette ultime provocation a fait que nous avons hué copieusement Rebsamen en scandant qu'il n'avait pas la place dans ce congrès. J'ai donc hué en appelant les congressistes à faire de même pour le faire partir, voyant que la salle huait l'ancien ministre de plus en plus fort et quittait le congrès, le service d'ordre m'a de nouveau éjecté de force du congrès.

Bilan de ce 26^{ième} congrès confédéral, nous avons pu constater que la bureaucratie syndicale avec l'alliance Trosko/Métallo a pris définitivement le pouvoir sur la démocratie ouvrière usant de tous les stratagèmes même la violence pour museler tous les opposants à la ligne instaurée par Mailly que continue à porter Souillot, empêchant toute autre candidature.

Virant même de la CE confédérale, la fédération Service Public et de Santé qui est une des plus grosses fédérations.

La culture du chef est à son paroxysme, même le rapport d'activité a été approuvé à une très large majorité alors que dans les faits F.Souillot se torche le cul constamment avec la Charte d'Amiens en s'affichant avec des politiques, en signant un communiqué commun avec le patronat et en validant un accord sur les ruptures conventionnelles qui acte la réduction du temps de leur indemnisation qui est un grave recul des droits des salariés.

Heureusement il y a encore des syndicats de base qui résistent mais encore pour combien de temps et comme le dit Souillot dans la presse, à peine élu, il se voit bien refaire encore un nouveau mandat. Il est urgent d'agir pour que l'ADN de Force-Ouvrière reste la Charte d'Amiens.

Frédéric Guillaume

Intervention de Frédéric Vuillaume

**Secrétaire du syndicat du Conseil Régional de Franche-Comté-Bourgogne,
au Congrès Confédéral de la Cgt-FO à Dijon.**

Chers camarades,

Vous avez le salut fraternel du syndicat Force-Ouvrière conseil régional Franche-Comté-Bourgogne

Avant d'intervenir sur le rapport d'activité, je vais vous parler de la situation de notre syndicat de base.

Nous sommes un syndicat combatif et revendicatif, libre et indépendant issu de la Charte d'Amiens.

Nous sommes un syndicat qui couvre tout le territoire de la Bourgogne et de la Franche-Comté sur 8 départements avec 1000 agents du siège et 3000 agents de lycées répartis sur 128 établissements dispatchés sur une zone allant de Besançon à Auxerre, du Creusot à Nevers et de Dijon au Territoire de Belfort.

Nous sommes le 2ème syndicat chez les catégories C et 3ème siège et lycées confondus. Nous siégeons dans toutes les instances représentatives, y compris dans les conseils médicaux, où nous défendons avec force et détermination les nombreux dossiers des agents usés par le travail qui demandent des reconnaissances de maladies professionnelles et d'accidents de travail, sans oublier les agents à qui on impose des retraites pour invalidité non imputable au service bien avant l'âge légal de départ à la retraite.

Nous luttons activement contre toutes les mesures d'austérité du conseil régional comme la volonté de fermer des lycées, des restaurations, des internats sous prétexte de baisse de natalité et de trop de mètres carrés à chauffer ou encore les non-remplacements au pied levé des agents en arrêt maladie, accidents de travail, maladies professionnelles etc.

Grâce à notre mobilisation, nous avons empêché la fermeture d'un lycée agricole de proximité et réussi à faire reculer le conseil régional sur plusieurs décisions politiques qui vont à l'encontre des intérêts des agents.

Nous avons aussi combattu et participé activement à toutes les grèves, manifestations, actions contre la réforme des retraites.

Malheureusement, notre syndicat en a payé le prix cher.

En effet le 26 avril 2023, veille de la visite de Macron au Château de Joux dans le Doubs, j'ai été placé en GAV pendant plus de 9h puis présenté au procureur de la République, puis au juge des libertés et des détentions qui m'a placé sous contrôle judiciaire m'interdisant de porter une arme jusqu'à mon procès qui s'est déroulé le 30 juillet 2023

Le seul crime que j'ai commis c'est de porter haut et fort les revendications de Force Ouvrière lors d'actions de blocage appelées par l'intersyndicale nationale et départementale qui ont réuni plus d'une centaine de personnes pour protester contre la réforme des retraites le 7 mars 2023 et le 24 avril 2023.

J'ai été condamné en première instance à un euro d'amende avec sursis, J'ai fait appel à cette condamnation abusive mais malheureusement j'ai été de nouveau condamné à 1500 euros d'amende avec sursis le 12 mars dernier juste pour avoir manifesté. Évidemment j'ai saisi la Cour de cassation pour combattre cette décision qui est totalement contraire à notre droit constitutionnel de manifester et qui criminalise l'action syndicale.

Malgré une répression féroce, à chaque fois que Macron ou un ministre de son gouvernement était en déplacement dans notre grande région, nous étions là pour faire entendre nos revendications légitimes, contrairement à certaines UD qui nous ont reproché par la suite de nous être substitués aux UD.

Ces nombreuses mobilisations m'ont occasionné en tant que secrétaire de notre syndicat des amendes pour avoir distribué un tract, ou encore pour avoir scandé des slogans, ou encore plus grave des arrestations brutales et abusives comme ça a été le cas lors de la venue du premier ministre Gabriel Attal à Montbéliard le 16 mars 2024 avec 16h de GAV ou encore le 17 mars 2025 lors de la venue de

la ministre du travail à Besançon où les forces de l'ordre m'ont de nouveau interpellé, menotté et placé en GAV pendant 3h.

Cette chasse à l'homme continue encore et récemment avec une nouvelle arrestation le 2 octobre 2026 avec encore 24h de GAV supplémentaires lors d'une manifestation à l'appel de l'intersyndicale nationale.

Malgré ces nombreuses arrestations, GAV, procès abusifs nous n'avons eu aucun soutien de notre confédération.

Pourtant lorsqu'un militant Force Ouvrière est attaqué, c'est tout Force Ouvrière qui devrait se lever pour dénoncer ces abus de pouvoir et cette grave entrave à notre droit fondamental de manifester.

Malheureusement, maintenant à chaque fois que nous manifestons ou même distribuons simplement des tracts les forces de l'ordre sont toujours présentes en nombre, même des écrits de notre syndicat peuvent se terminer en convocation au commissariat, comme ça a été le cas pour notre secrétaire adjoint et moi-même. Nous devrions tous être très préoccupés par cette dérive autoritaire car militer, manifester, revendiquer devient un délit alors que c'est un droit.

Concernant le rapport d'activité de notre confédération

Nous avons été scandalisés d'apprendre que toi Frédéric Souillot, tu as signé pour notre organisation syndicale un communiqué commun avec les organisations patronales datant du 17 décembre 2024

Cette décision prise sans aucun mandat est totalement contraire aux principes fondateurs de la Charte d'Amiens qui grave dans le marbre notre indépendance ABSOLUE à l'égard du patronat des gouvernements et des partis.

Malheureusement, tu as récidivé récemment. Le 2 mars 2026 nous avons appris avec stupeur et colère que tu as signé le projet d'accord sur l'assurance chômage avec la CFDT, la CFTC et le patronat qui entérine une réduction de la durée d'indemnisation des ruptures conventionnelles.

Cette signature est inacceptable, car elle valide un projet d'accord scélérat qui valide un recul des droits des salariés.

Le 7 octobre 2025 tu t'affichais au côté de Xavier Bertrand lors de la conférence nationale des groupes départementaux des Services Publics et de Santé.

Une nouvelle fois tu piétines la Charte d'Amiens que tu bafoues régulièrement en te comportant comme un patron voyou et c'est peut-être pour ça que tu as signé ce communiqué et cet accord qui sont contraires aux intérêts de la classe Ouvrière. Visiblement tu te sens plus proche des organisations patronales et du MEDEF que des syndicats de base, combattifs et revendicatifs comme le nôtre.

Nous souhaitons dénoncer aussi la mise en place de EFO qui, pour nous est un outil patronal qui permet à la confédération de « squeezer » les syndicats de base pour les adhésions et les stages syndicaux et qui est un moyen de nous contrôler, comme ça a été le cas pour notre syndicat en nous bloquant nos commandes de cartes et de timbres en 2025 ou encore en bloquant notre mandat pour ce congrès sous prétexte que nous n'avons pas 12 timbres sur nos cartes comme bon nombre de syndicats de base comme le nôtre.

Cette pratique est scandaleuse et totalement inadmissible.

Cette volonté de tout dématérialiser est aussi une pratique dangereuse puisque récemment nos données personnelles ont été volées par des hackers. Étant donné que nous combattons au conseil régional le tout dématérialisé, nous demandons l'arrêt de l'utilisation de ce logiciel de flicage.

Nous souhaitons aussi rappeler aux structures, telles que la confédération ou certaines UD, que nous ne sommes pas vos subalternes, nous sommes des syndicats libres et indépendants et que votre rôle est de nous aider à nous développer et pas nous mettre des bâtons dans les roues ou encore essayer de nous mettre sous tutelle.

Nous ne sommes pas des commerçants qui doivent vendre des cartes. Nous sommes une organisation Ouvrière et nous devons convaincre les salariés de nous rejoindre pour soutenir notre ligne combative et revendicative, pour engager un vrai rapport de force qui fera aboutir nos revendications légitimes et évitons de tomber dans le piège d'un dialogue social totalement stérile voulu par le gouvernement, le patronat et les élus qui nous empêche d'être sur le terrain.

Notre organisation syndicale doit stopper rapidement cette culture du chef, cette dérive bureaucratique

totallement éloignée des conditions de travail et des conditions de vie des salariés et revenir à la démocratie Ouvrière comme le faisaient nos anciens.

Force Ouvrière n'est plus audible au niveau national.

Si nous ne réagissons pas rapidement collectivement l'incroyable travail des militants de base, qui est le cœur battant de Force Ouvrière, sera sali par des décisions de la confédération prises, sans concertation, dans le cadre d'un « dialogue social » de façade totalement contraire aux intérêts de la classe Ouvrière.

C'est pour toutes ces raisons que nous voterons contre le rapport moral d'activité et financier.

Pendant ce temps-là, Macron et son gouvernement corrompu avancement à grands pas et continuent de nous imposer le rythme effréné de ses réformes mortifères et liberticides qui dégradent nos conditions de travail et nos conditions de vie.

Rien ne les arrête, cette fois en lien avec le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans et peut-être à 67 ans, le gouvernement s'attaque aux arrêts maladie qu'il juge trop nombreux, aux indemnités journalières qui lui coûtent trop cher. Il a même imposé aux agents publics 10 % en moins sur le traitement par jour d'arrêt maladie car il sait que de très nombreux salariés seront cassés physiquement, psychologiquement, par le travail et qu'ils ne pourront plus travailler.

Nous devons combattre avec force et détermination ces mesures criminelles.

Ils vont continuer à démanteler, désorganiser nos services publics en les vidant de leur force de travail, comme ils l'ont fait avec les hôpitaux, pour mieux les privatiser.

Ce ne sont ni les patrons des multinationales, ni les politiques qui en subissent les lourdes conséquences

au quotidien, c'est nous qui voyons nos parents, nos enfants attendre des heures avant de pouvoir être pris en charge aux urgences pour y être soignés.

Ils font tout pour nous faire travailler plus et plus longtemps, ils s'attaquent aux jours fériés et même au premier mai, journée symbolique des luttes de la classe Ouvrière.

Ils nous maltraitent, ils nous exploitent, ils nous divisent

Avec les conséquences de leurs guerres qui font exploser le prix des carburants, du gaz, de l'électricité et à terme de l'alimentation, nos salaires, nos retraites, nos pensions ne nous permettent plus de vivre de notre travail, alors que dans le même temps on apprend qu'en France il y a de plus en plus de millionnaires.

Comment peut-on accepter ces injustices, cette maltraitance ?

Cette situation n'a que trop duré, il est encore temps d'agir, de s'organiser, de prendre nos responsabilités avant qu'il ne soit trop tard, il en va du devenir de notre société et de l'avenir de nos enfants.

Retrouvons notre conscience de classe, soyons combattifs, revendicatifs et déterminés, portons haut et fort, avec fierté les valeurs du syndicalisme de lutte des classes issu de la Charte d'Amiens.

Seule la grève générale et le blocage du pays feront aboutir nos revendications légitimes et nous permettront de mettre à terre ce système capitaliste qui nous fait crever.

Vive le syndicalisme libre et indépendant, de lutte de classe

Vive la CGT FORCE OUVRIÈRE »

Partager cet article [Sur Facebook](#)



« La société se compose de deux grandes classes »

L'article 34 de la Constitution dit « la loi est votée par le Parlement »...

C'est ce qui vient de se produire car, à propos du projet de loi d'urgence agricole, des députés ont revu une disposition contre l'usage de pesticides...

À l'initiative d'une députée LFI cela a été adopté afin d'interdire toute importation de denrée produite avec un pesticide interdit en Europe... Comme le Parlement est souverain, il n'y a pas de problème. Et cela va dans le sens de la COP 21 et de la lutte pour une alimentation bonne pour la santé et pour la nature...

Or, stupéfaction ! voilà-t-il pas que Madame Genevard, ministre de l'Agriculture (bien que n'ayant aucune compétence en la matière) est montée à la tribune contre ce vote tout à fait démocratique. De fait l'amendement déposé par Aurélie Trouvé interdit tant l'introduction, l'importation que la mise sur le marché de denrées produites avec des pesticides ou médicaments vétérinaires « dont l'utilisation est interdite en France »...

Paradoxalement, la ministre est contre en prétendant que ce type de dispositions existe déjà... En particulier, en janvier 2026 un arrêté interdit les denrées alimentaires présentant des résidus de 5 pesticides... De même en 2016 et 2019, mais avec l'aval de la Commission européenne. Aussi Genevard a interpellé les députés : « vous allez créer une forme de faux espoir auprès des consommateurs, puisque c'est rigoureusement interdit dans un marché unique »...

En fait la morale de cette comédie c'est plutôt : on se fout du vote du Parlement avec des députés élus et en dépit de la souveraineté de la France (article 3 de la Constitution). Il faut se coucher devant l'avis de la Commission de Bruxelles, composée de bureaucrates non élus et aux ordres, de manière notoire, des lobbies qui ont pignon sur rue à Bruxelles. Au demeurant quand Trump a imposé 15% de taxes douanières, la Commission de Bruxelles s'est immédiatement couchée...

Il est significatif, à ce petit jeu, que le Parti socialiste se soit acoquiné avec le gouvernement en prétendant, devant le Parlement, que cet amendement « défie la règle européenne »...Donc c'est clair, le Parlement on s'en fout, la qualité des produits aussi et vive les multinationales de la malbouffe qui commandent à Bruxelles...

Contre cela l'amendement a été voté Aurélie Trouvé (LFI), estimant que les propositions du gouvernement en la matière, n'empêcheraient pas "l'interdiction systématique de tout produit qui est traité avec des substances interdites en France".

Mais le contexte est le suivant : « *La Commission européenne enterre le projet de renforcer la régulation des produits chimiques. Promise il y a six ans dans le cadre du pacte vert européen, la révision du règlement sur les substances chimiques dangereuses ne verra finalement pas le jour. Les lobbys industriels s'étaient employés depuis son annonce à en réduire la portée.* » (Le Monde du 5 mai 2026).

Ce sont les lobbies qui commandent avec des gouvernements aux ordres. Ce que l'on a vu avec la loi Duplomb. Ce texte revient sur la réglementation sur les produits phytopharmaceutiques (PPP), ou pesticides. **Son article 2 déroge à l'interdiction d'utiliser un insecticide de la famille des néonicotinoïdes, l'acétamipride. Or ce néonicotinoïde est approuvé par l'Union européenne jusqu'en 2033 et autorisé dans les autres pays membres, mais a été interdit en France en 2018.** Sauf qu'en 2021 et 2022, de nouvelles dérogations ont été accordées à la filière betteraves sucrières pour traiter les semences avec une substance néonicotinoïde sur la base d'une loi du 14 décembre 2020. Les dispositions de la loi Duplomb permettait un usage des bassines au bénéfice de l'agriculture productiviste, alors que l'eau est un bien commun. Comme une bonne partie des dispositions de cette loi a été retoquée, suite à une pétition contre de 2 millions de signature, le nommé Duplomb promet un autre texte.

Globalement, on voit comment les lobbies, installés à Bruxelles, avec la Commission à leur ordre, font la loi à leur guise. Il leur suffit d'imposer telle ou telle dérogation, ou de retarder (en l'occurrence jusqu'en 2033, mais cela pourrait à nouveau se prolonger) un dispositif contraire à leurs intérêts privés. Toute cette fantasmagorie sur l'Europe fonctionne en fait contre la démocratie et pour mettre en place un système oligarchique de casse sociale. Il suffit de constater l'ampleur des inégalités sociales ces trente dernières années. Et que la destruction sociale s'accompagne d'une idéologie belliciste pour faire passer l'armement et la police avant l'école, l'hôpital, la nature.

Soit plus globalement : « *Dans notre nouveau rapport publié par Oxfam à l'occasion de l'ouverture du Forum économique mondial 2026 à Davos, nous dévoilons que la fortune des milliardaires a bondi de plus de 16 % en 2025, soit trois fois plus vite que la moyenne des cinq années précédentes, pour atteindre 18 300 milliards de dollars, son plus haut niveau historique... près de la moitié de la population mondiale vit dans la pauvreté* »

(<https://www.oxfamfrance.org/rapports/rapport-sur-les-inegalites-2026-resister-au-regne-des-plus-riches/><https://www.oxfamfrance.org/rapports/rapport-sur-les-inegalites-2026-resister-au-regne-des-plus-riches/>).

Le rapport précise : « depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017, la fortune des milliardaires français a doublé. Ce gain de plus de 220 milliards d'euros, concentré sur à peine 32 personnes, équivaut au financement de plus de 10 000 postes d'enseignants pendant près de 400 ans. » C'est bien un choix de société.

Voilà le fin mot de l'histoire avec des gouvernements de larbins qui se foutent tant de la démocratie, du vote que de l'intérêt public.

Comme le disait déjà Chamfort : « **la société se compose de deux grandes classes : ceux qui ont plus de dîners que d'appétit et ceux qui ont plus d'appétit que de dîners** »...

E.Morel

L'Anarcho-syndicaliste

Association des Groupes Fernand Pelloutier
Korn an Tan - 640 rt de Lezeret
29810 PLOUMOGUER

Fondateur de publication:

Alexandre HÉBERT

Directeur de publication:

Marc HÉBERT

N° SIREN :

890 475 460 - CPPAP: 1125 P 11527 - ISSN: 0398-6829

publicimo :

codico 04384049 D.T.PR N° 029/21/085-AN

Imprimerie spéciale de l'association :

Groupes Fernand Pelloutier

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale de France

Sites : <https://anarcho-syndicalisme.org>

Contacts: Anarcho-syndicaliste@protonmail.com

ISRAËL – PALESTINE

La solution à deux états

Dès la création de l'État d'Israël le 14 mai 1948, conformément à la décision de l'ONU, le conflit israélo-palestinien est né.

En effet, la Palestine faisait partie de l'Empire Ottoman où vivaient juifs, musulmans, chaldéens, arméniens, assyriens...

La Palestine, dont le territoire d'Israël, est resté majoritairement peuplée plus d'un millénaire de juifs et d'arabes, ce qui donne à ces deux peuples des droits légitimes sur cette terre.

La colonisation brutale par Israël de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza est donc illégitime et met un frein à la solution à deux États.

Le « deal » du Mossad, le service secret israélien, avec le Hamas avait pour but d'affaiblir l'Autorité Palestinienne de Mahmoud Abbas, sans comprendre que cela réduisait leur propre méfiance à l'égard du Hamas. Ce qui a permis à ce dernier de réaliser le massacre du 7 octobre 2023.

L'ancien président des USA, Joe Biden s'était fendu d'une remarque à Benjamin Netanyahu, premier ministre israélien : « Ne faites pas la même erreur que les USA » faisant référence aux événements du 11 septembre 2001 avec un ancien allié nommé Ben Laden.

La réaction démesurée de l'armée israélienne dans la bande de Gaza face au Hamas a

entraîné de nombreux morts et de nombreuses souffrances de palestiniens.

Démonstration supplémentaire du refus de la solution d'un État palestinien. C'est à dire que c'est bien à Israël que profite le crime.

En 1993, Bill Clinton, président des USA préconisait pour les palestiniens la totalité de la Bande de Gaza et 94 à 96% de la Cisjordanie. Ses interlocuteurs étaient Ytzhak Rabin le 1er ministre israélien conseillé par Ofer Bronchtein, et Yasser Arafat, le représentant palestinien qui avait reconnu l'État d'Israël. Malheureusement Itzhak Rabin fut assassiné par un juif israélien Igal Amir.

Avec les derniers conflits en 2026 avec le Liban, l'Iran, les États-Unis la guerre au Moyen-Orient s'internationalise les rapports de force peuvent s'inverser notamment avec les pays du Golfe Persique. Peut-être une solution vers la Paix.

« Plus jamais ça ! ». C'est une injonction qui s'applique dans son concept à toute la race humaine, quel que soit le peuple concerné.

Casimir Sochacki

Quelles contreparties ?

Dans une publication sur le site d'Informations Ouvrières du 13/05/26, Michel Le Roc'h s'exprime sur le congrès confédéral.

Dès les premières phrases, il semble découvrir « *l'offensive qui vise à transformer le syndicat en courroie de transmission des mesures gouvernementales* ». Comment s'effectue cette offensive ? Avec quel soutien ? Comment se positionne la direction du syndicat ?

Laissons-lui la parole.

Orientation corporatiste :

« Nous avons été confrontés à une situation inédite mais conforme à **l'orientation¹ développée depuis plusieurs mois**.

« On s'est vite aperçus que la direction confédérale sortante avait estimé devoir faire du congrès une acceptation de cette orientation. Faire entériner, voire aller plus loin pour imposer toutes les conséquences de la signature, le 17 décembre 2024, de la position commune de toutes les organisations syndicales [...] Voilà que le patronat et les directions syndicales, **par-delà toutes les barrières de classe qui fondent le syndicalisme**, se mettent d'accord pour affirmer, ensemble, une position politique claire et nette. [...].

« C'est ainsi que par « esprit de responsabilité », les dirigeants des centrales syndicales avec le patronat décident que les choses « doivent demeurer dans le même état ». Donc accepter la politique de Macron.

« Seuls ceux qui y trouvent un intérêt ou qui sont terrorisés par les conséquences se refusent à voir qu'il s'agit d'une véritable **remise en cause de la charte d'Amiens**. [...] »

(In)activité :

Quant au fonctionnement de la direction confédérale : « **On ne compte plus les**

atermoiements, les déclarations ambiguës, les communiqués sans suite, les refus de mobiliser dans l'unité pour des actions efficaces ».

Déroulé du congrès :

« Vous imaginez le choc et la sidération de l'écrasante majorité des délégués, à qui on [la direction confédérale] veut imposer de rejeter la position traditionnelle de FO sur la sécurité sociale ? » au profit d' « **une position purement macroniste ou du PS** ».

« Et je ne vous parle pas de la question de cette **signature honteuse et en catimini** de l'accord sur l'assurance chômage. La direction sortante a signé un accord qui a immédiatement donné lieu à de vives critiques dans la direction comme à la base. Hé bien en commission, **la discussion a été verrouillée** alors qu'une majorité était opposée à ce que l'on signe des accords qui réduisent les droits des chômeurs !

L'amendement de condamnation de la loi Yadan a été rejeté « Ce qui n'est pas à l'honneur de la direction sortante. Ce d'autant que **je me garderai bien de me prononcer, ni sur les conditions du vote ni sur le décompte aux conditions très particulières.** »

En commission sur la résolution générale « Là encore un choc avec les tentatives de la direction sortante, parfaitement illustrée par la reprise d'arguments du type « Gaza on ne veut pas en entendre parler », « la guerre ce n'est pas le problème », « une condamnation générale de la guerre suffit bien » ... ou encore ces arguments incroyables : « l'industrie d'armement c'est pour l'emploi », refuser le budget de guerre, c'est les licenciements assurés », etc. Tout militant du mouvement ouvrier connaît ce type d'arguments malheureusement traditionnels. Ce sont ceux dont **raffolent les patrons, les profiteurs de guerre qui tirent intérêt à ce que des millions s'entre-tuent.**

« Choc avec tous ceux qui ne pouvaient accepter cette dérive. Au point que

1 Toutes les mises en caractère gras, ainsi que les sous-titres sont de notre fait.

*l'amendement contradictoire avec la position confédérale obtenait 42% des voix, là encore dans **des conditions de décompte très discutables** ».*

Des paroles mais pas d'actes :

De telles critiques sur :

- le bilan des activités,
- l'orientation proposée,
- les prises de décisions et les signatures « en catimini »,
- le manque de démocratie dans le déroulement du congrès,

devraient entraîner une réaction de rejet du rapport d'activité et le refus d'un nouveau mandat pour le Secrétaire Général. De la parole aux actes, il y a plus d'un pas, le rapport d'activité fut adopté par 89,94% des mandats, le CCN accorda 98,06% des suffrages à la candidature de Frédéric Souillot.

« La très loyale opposition de sa Majesté »²:

Il semble plus facile de caractériser les faits que d'en tirer les conséquences. On peut critiquer mais dans une opposition policée qui ne fasse pas désordre. « *Je laisse de côté les affrontements, avec parfois un caractère de violences organisée. Ils sont l'expression désespérée de postures qui sont à l'inverse d'un débat démocratique même conflictuel. Elles relèvent beaucoup plus de positionnements personnels d'une époque révolue.* »³

Après avoir condamné ceux qui se battent pour la démocratie dans l'organisation, l'opposition « officielle », « labellisée », peut contester la direction syndicale, dans une répartition des rôles, en canalisant les mécontentements et ainsi bloquer toute mobilisation, et conforter la

2 Appellation utilisée au Royaume Uni.

3 <https://mailchi.mp/5067cd00cd0d/convocation-ca-6180469?e=f177d12ad7>

Extraits de l'Edito de Pierrick Simon N° spécial du Bulletin de l'UD FO du Morbihan

« 243 [délégués] sont intervenus à la tribune, chacun disposant de 4 minutes. Durée à géométrie variable selon que l'on soit élogieux ou non à l'égard du bureau confédéral. »

« Ce 26ème aura été celui du renoncement à :

- La libre expression, l'écoute, le respect des délégués [...]

5 pages de ce Bulletin sont consacrées à Frédéric Vuillaume.

direction confédérale (vieille méthode bureaucratique). Il suffit pour se justifier de répéter « ad nauseam » qu'il faut préserver l'organisation.

En route pour l'Union sacrée :

Après deux passages publicitaires en faveur de LFI, ainsi que la condamnation de la droite, des macroniens et du PS (certainement dans le plus grand respect de la Charte d'Amiens), il déclare :

« *Tous les partis politiques qui s'opposent à l'extrême droite et qui entendent agir en conséquence ont raison. J'en serai* ». L'Union sacrée débutera-t-elle à Retailleau ou se limitera-t-elle à LFI ?

Après avoir obtenu un siège de député⁴ grâce au NFP, en cas de victoire de Mélenchon à la présidentielle, le POI viserait-il un poste ministériel ?

Christian Joyeux-Bouillon

L'Anarcho-syndicaliste

Abonnement pour 10 numéros : 40 € TTC.

Abonnement de soutien : à partir de 50 € TTC .

Formulaire d'adhésion sur:

<https://anarcho-syndicalisme.org/>

Par courrier et chèque :

Chèque à l'ordre de :

L'association des Groupes Fernand Pelloutier

adressé à M.L. Pichon

30 rue Edouard Corbière - 29200 BREST

Par courriel et virement bancaire :

Adressé à :

anarcho-syndicaliste@protonmail.com

Virement à destination de :

FR 74 2004 1010 1109 9982 8D03 218

CCP: 09998 28D Nantes.

4 François Bazin *Le Parrain rouge*, Paris, Plon 2024 Il s'agit de Jérôme Legavre.

La question qui doit être posée.

Avoir sur son sol national une base de l'OTAN est synonyme de perte de souveraineté au profit des Etats Unis. (1)

Les armées secrètes (Stay-Behind) financées par la CIA (service secret américain) et le MI6 (service secret britannique) au lendemain de la deuxième mondiale ont sévis partout en Europe au nom de la lutte contre le Communisme et les mouvements anarchistes. Ignoré des citoyens, des actions violentes et de terrorisme étaient coordonnées par le Pentagone et l'OTAN.

Il a fallu attendre 1990 pour que le scandale soit révélé par le premier ministre italien Giulio Andreotti au sujet de l'existence d'une armée secrète (GLADIO), responsable de nombreux morts en Italie.

Partout dans ces pays avec l'accord des gouvernants sévissaient des armées secrètes : la France, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, les Pays Bas, la Grèce, l'Angleterre, l'Allemagne, la Finlande, la Turquie, l'Autriche, la Belgique, la Norvège, la Suède, le Luxembourg, la Suisse, le Danemark, tous en furent une composante.

On sait qu'en France le pouvoir politique Gaullien s'en servit pour son intérêt politique, il fut prénommé le SAC suite au refus de De Gaulle d'avoir une base militaire américaine sur son sol, son responsable fut un certain Jacques Chirac.

Depuis, même si la situation n'est plus celle de l'après-guerre, force est de constater que certaines questions devraient être posées.

Et si tout cela continuait dans le plus grand déni ?

Le dévoiement de l'appareil judiciaire et des services de renseignement de l'Etat devrait nous inquiéter à plus d'un titre.

Une lenteur administrative et judiciaire voulue quand cela impacte la vie de nos concitoyens et la volonté de justice (le crime odieux de la petite Lyhanna en est un parfait exemple de cette ineptie parmi toutes ces horreurs), mais une action rapide et disproportionnée des moyens utilisés quand une volonté politique est remise en cause (les agriculteurs contre le MERCOSUR).

Tout aussi inquiétant et révoltant, est l'accord passé entre PALANTIR, géant mondial de la surveillance et les services de renseignements de l'Etat français.

Le contrôle et la surveillance de masse, c'est tout le sens donné par Macron lors de la création d'un

dispositif d'alerte nationale ce 27 mai 2026 visant à interdire les manifestations et déposséder les citoyens de tous moyens d'existence en bloquant les comptes bancaires. (2)

De la patrie des Droits de l'Homme sans jamais appliquer les principes, nous passerions à un système totalitaire.

Sur le plan syndical, c'est la politique de la terre brûlée pour une organisation telle que fut la CGT-FO.

Frédéric Vuillaume, militant reconnu, est depuis plusieurs années victime d'acharnement politico-judiciaire dans le plus grand désintérêt et le manque de solidarité totale de sa Confédération.

155 heures de garde à vue à son actif pour continuer de défendre les libertés collectives et individuelles, alors que sa secrétaire de l'UD FO pour ne pas avoir exigé un réel fonctionnement de la commission de contrôle dans le syndicat aboutissant à un détournement d'argent, se voit gratifier par la justice d'un dédommagement...

Revendiquer et mobiliser reste une priorité.

Le lien reliant tous ces éléments relève d'une domination voulue par le pouvoir politique, où les rouages de l'Etat français servent de cinquième colonne aux intérêts américains.

Plusieurs personnalités émanant du monde politique (le Député Olivier Marleix) et du renseignement (Eric Dénécé et des agents de la DGSI), sont décédés sans faire la une des médias ni enquête judiciaire approfondie suite à la divulgation des politiques responsables du démantèlement d'ALSTOM, mais aussi Christine Cotton et Claire Séverac (3) sur l'implication mortelle des multinationales de la santé de par le monde.

Vouloir comprendre, c'est s'émanciper pour pouvoir résister.

1-Daniele GANSER : les armées secrètes de l'OTAN.

2-Alerte nationale ! faut-il paniquer ?

[https://youtube.com/shorts/eHTVXJP8Sd0?](https://youtube.com/shorts/eHTVXJP8Sd0?is=AyxAWFjha9eMEque)

[is=AyxAWFjha9eMEque](https://youtube.com/shorts/eHTVXJP8Sd0?is=AyxAWFjha9eMEque)

3-Claire Séverac : Complot mondial contre la santé

Patrick Brossard, le 7 juin 2026.

Les illusions du monde Occidental et son effondrement.

En un seul titre qui résume une situation, il n'a jamais été aussi criant de la catastrophe qui se profile, tant au niveau de l'économie mondiale que du sentiment de supériorité qui prévalait il y a encore si peu en Occident.

L'Iran, un pays avec six mille ans d'histoire, victime d'une énième tentative de prédation sur ses richesses pétrolifères et gazières. La fierté et la dignité sont ancrés dans la culture Iranienne. Au Moyen Orient est victorieux celui qui combat pour ses idées et veut vivre debout et mourir parfois, plutôt que subir et vivre à genoux sous le joug de l'occupant.

Pour un Occidental c'est difficilement compréhensible mais c'est certainement beaucoup plus noble car l'Islam joue un rôle de fédérateur.

Comme d'habitude lorsque que le Capital financier américain (JP Morgan et d'autres banques) souhaite faire main basse sur les ressources, il est invoqué et matraqué dans les médias un prétexte afin de justifier des agressions. La méthode n'a pas changé. Hier c'était les prétendues « armes de destruction massive » mensonge connu et non sanctionné ; et aujourd'hui il est invoqué le programme de développement nucléaire Iranien, dont la finalité est l'application civile.

La réalité est toute autre, lors du règne de shah d'Iran, les Etats Unis étaient prêts à doter l'Iran de l'arme Nucléaire mais la volonté du gouvernement de Mossadegh de nationaliser l'industrie pétrolière en 1951 changea la donne.

La chute de ce gouvernement fut orchestrée par les services secrets américains (CIA) et britanniques (MI6) lors de l'opération AJAX.

Les conséquences pour le peuple Iranien ont été le retour du Shah d'Iran et de sa politique réactionnaire en instaurant la torture, par le biais de la SAVAK avec l'aide de la CIA et du MOSSAD, afin de répondre aux volontés de prédation des Occidentaux.

Nous avons donc été victime d'une diabolisation concernant les autorités de l'Iran sur un prétendu programme nucléaire MILITAIRE depuis cette époque. Tulsi Gabbard, coordinatrice des agences du renseignement américain, l'a d'ailleurs remis en cause et affirmé que l'Iran ne représentait aucun danger ; tout comme les affirmations de Joe Kent, patron de l'antiterrorisme, qui a démissionné suite aux affirmations mensongères de Donald Trump.

Depuis, le lessivage dans l'appareil militaire américain bat son plein avec la démission forcée du chef d'état-major des armées et de celui de l'armée de terre ainsi que du responsable du Moyen-Orient suite à l'agression sur l'Iran.

La défense des valeurs devient un levier pour dénigrer la société Iranienne sur la condition de la femme en essayant d'imposer un gouvernement docile.

Là encore la réalité est toute autre. La représentation des Femmes dans la société Iranienne est de 60% pour les diplômés d'ingénieurs.

Cette volonté de l'Etat Iranien dans l'éducation et la recherche est le résultat d'un investissement qui ferait pâlir bien des pays Occidentaux.

Pourtant, l'Iran, qui est un pays sous sanction, a développé depuis des dizaines d'années une résilience telle qu'aujourd'hui il est capable de tenir tête aux pays belligérants tout en étant en mesure d'opérer un ralentissement de l'économie au niveau mondial.

L'Iran est aujourd'hui capable militairement, grâce à la maîtrise et la fabrication de sa technologie sur les missiles hypersoniques et sur la technologie des drones, d'imposer un revers militaire et financier.

Le coût financier est abyssal pour les Etats Unis ; au premier jour de la guerre, le montant était estimé à plus de 18 milliards de dollars.

Le paradoxe veut qu'un pays sanctionné puisse infliger des pertes conséquentes à la première puissance militaire du monde par l'utilisation de drones (5000 dollars) bon marché capable de détruire un système radar évalué à plus 1,5 milliard.

C'est une conséquence de la financiarisation de l'armement où la prise en compte des intérêts financier de Lockheed Martin et autres fabricants d'armement se traduit par un coût exorbitant et une production non industrielle.

Cet orgueil surdimensionné des partisans de la guerre aux USA oblige le personnel militaire américain à fuir les bases attaquées faute de bunker.

Israël devient un enjeu tel pour les USA qu'il provoque sa perte d'influence politique et militaire sur de nombreux pays dans le monde au bénéfice de tout ce qui n'est pas occidental. En Israël, la guerre génocidaire provoque une désaffection de 30% des 90000 réservistes dans la guerre au Liban.

Il est symptomatique que dans cette guerre d'agression avec ses pays voisins, le porte-parole de Netanyahu tire la sonnette d'alarme en signalant que l'armée est au bord de l'effondrement.

Les monarchies du golfe risquent pour leurs soutiens affichés à Israël et aux USA de sombrer. Ainsi l'armée américaine et la CIA seront chassées du moyen Orient pour des décennies.

Il est symptomatique aussi de considérer que l'Occident dépense des milliards pour ses guerres d'agression sur des pays faibles alors que la Chine, avec 50 milliards, développe un réseau de transport de 2500 kms afin de consolider son économie.

Au bal des hypocrites, nos gouvernants en France s'accommodent très bien des hausses de carburant qui ce faisant apportent plus de taxes à l'Etat.

Faites l'amour et pas la guerre, cette maxime trouve tout son intérêt car elle reflète une volonté de cohabitation et de paix.

C'est aussi le rôle des organisations syndicales d'organiser et de fédérer tous les mouvements tendant vers la paix.

Mais c'est malheureusement une faillite, car le débat est muselé par une pensée unique émanant de l'Union Européenne sous emprise Atlantique.

Nos politiques se sentent obligés d'aller en Israël pour avoir un soutien lors d'échéances électorales mais restent muets sur l'assassinat guerrier d'une école de jeunes filles...

Les stratèges américains et israéliens visent les infrastructures civiles, hôpitaux et écoles en priorité

Le détroit d'Ormuz est sous administration Iranienne, donnant à l'Iran une possibilité de réduire les flux sur ce passage et donc une réponse économique à l'agression militaire.

Dans l'échelle des valeurs, le canal du Panama et le canal de Suez sont régis par des droits de passage, mais ceux-ci sont refusés par les Occidentaux concernant le détroit d'Ormuz...

La prise de conscience et l'hypocrisie dans la classe dirigeante aux USA sur les impacts dans les marchés de l'énergie est telle que les restrictions sur les sanctions concernant le pétrole et le gaz iranien sont levées par les mêmes, qui les ont imposées aux USA pour éviter une inflation touchant tous les secteurs de l'économie.

En effet sans pétrole et gaz, la production d'urée essentielle pour les engrais, d'hélium pour l'aluminium, entre autres, va impacter des secteurs de l'industrie et de l'agriculture dans le monde, provoquer des famines et entrainer des ruptures de chaînes logistique d'approvisionnement vitales pour l'économie.

Dans ce contexte, L'Iran qui est une victime voulue par les USA et Israël pour atteindre la Chine, doit être résiliente afin de provoquer des changements de régime en Occident ; car ce sont bien les Citoyens qui peuvent renverser leurs dirigeants suite à l'explosion de l'inflation et à la destruction de l'économie mondiale (1).

La politique est le moyen pour des hommes sans principe de diriger des hommes sans mémoire (Voltaire 1694-1778).

Le 13 avril 2026
Patrick Brossard

1 Iran : pourquoi le choc économique ne sera pas évité, Jacques Sapir

<https://www.youtube.com/live/-JNdEOcGW7A?is=EedAea9q5tZjlfjD>



Sommaire

| | |
|--|----|
| Radio Paris ment ! Toujours d'actualité..... | 1 |
| Retour sur le congrès confédéral de Dijon..... | 2 |
| Intervention de Frédéric Vuillaume..... | 5 |
| « La société se compose de deux grandes classes »..... | 8 |
| Voilà le fin mot de l'histoire avec des gouvernements de larbins qui se foutent tant de la démocratie, du vote que de l'intérêt public..... | 9 |
| Comme le disait déjà Chamfort : « <i>la société se compose de deux grandes classes : ceux qui ont plus de dîners que d'appétit et ceux qui ont plus d'appétit que de dîners</i> »..... | 9 |
| E.Morel..... | 9 |
| ISRAËL – PALESTINE..... | 10 |
| Quelles contreparties ?..... | 11 |
| Dans une publication sur le site d'Informations Ouvrières du 13/05/26, Michel Le Roc'h s'exprime sur le congrès confédéral..... | 11 |
| La question qui doit être posée..... | 13 |
| Les illusions du monde Occidental et son effondrement..... | 14 |

